



PLAIDOYER POUR UNE ÉCOLE **RÉELLEMENT INCLUSIVE** DES ÉLÈVES PRÉSENTANT UN TROUBLE DU NEURODÉVELOPPEMENT

Introduction

L'inclusion scolaire constitue un droit fondamental et un principe inscrit au cœur des valeurs de la République. Pourtant, pour de nombreux élèves présentant un Trouble du Neurodéveloppement (TND), l'accès à une scolarité adaptée reste encore aujourd'hui semé d'obstacles.

L'enquête menée entre septembre et décembre 2025 auprès de plus de 3 000 participants – élèves, familles et professionnels de l'Éducation nationale – dresse un constat préoccupant. Malgré l'engagement de nombreux acteurs, l'école peine encore à répondre aux besoins spécifiques des élèves concernés. Les difficultés rencontrées ne sont pas isolées ; elles sont récurrentes, largement partagées et touchent l'ensemble de la communauté éducative.

Les témoignages recueillis révèlent une souffrance scolaire importante, un sentiment d'abandon des familles et un manque de moyens dénoncé par les professionnels eux-mêmes. Ces constats imposent aujourd'hui une mobilisation collective afin que l'inclusion scolaire ne soit plus un objectif théorique, mais une réalité concrète pour chaque enfant.

Un système qui peine à garantir l'égalité des chances

Les résultats de l'enquête montrent que de nombreux élèves avec un TND vivent leur scolarité dans des conditions difficiles.

Beaucoup déclarent ne pas se sentir pleinement inclus dans leur établissement. Les situations de moqueries, d'incompréhension et parfois de harcèlement restent fréquentes. L'école, qui devrait être un lieu d'épanouissement, devient pour certains une source permanente d'anxiété.

Les élèves témoignent d'une fatigue considérable liée aux efforts supplémentaires qu'ils doivent fournir pour suivre les apprentissages. Nombre d'entre eux expliquent devoir travailler davantage que leurs camarades pour obtenir des résultats souvent comparables ou inférieurs. Cette réalité nourrit un sentiment d'injustice et altère progressivement l'estime de soi.

Les difficultés ne se limitent pas aux apprentissages. Les surcharges sensorielles provoquées par le bruit, la lumière ou l'agitation de certains environnements scolaires rendent parfois les journées insupportables pour les élèves concernés. Beaucoup expriment le besoin d'espaces adaptés permettant de récupérer et de retrouver des conditions favorables aux apprentissages.

Des aménagements encore trop souvent insuffisants ou non respectés

L'enquête met en évidence un écart important entre les droits théoriquement accordés aux élèves et leur application concrète sur le terrain.

De nombreuses familles rapportent que les aménagements prévus dans les PPS ou les PAP ne sont pas systématiquement respectés. Certains élèves disposent officiellement d'adaptations, mais ne peuvent en bénéficier de manière effective au quotidien.

Les changements d'enseignants, le manque de formation ou encore l'absence de coordination entre les différents intervenants contribuent à fragiliser la continuité des parcours scolaires.

Cette situation génère chez les familles un sentiment d'épuisement et l'impression de devoir constamment se battre pour faire respecter des droits pourtant reconnus par la loi.

Des professionnels engagés, mais insuffisamment soutenus

Les difficultés rencontrées par les élèves ne peuvent être dissociées de celles rencontrées par les professionnels de l'Éducation nationale.

Les enseignants, AESH et les personnels de l'éducation nationale, expriment massivement leur besoin de formation, d'outils et de temps pour accompagner les élèves dans de bonnes conditions.

Beaucoup indiquent avoir été confrontés à des situations complexes sans disposer des connaissances nécessaires pour y répondre efficacement. D'autres soulignent le manque de ressources pédagogiques adaptées ou l'absence de coordination avec les professionnels du secteur médico-social.

Les AESH, acteurs essentiels de l'inclusion scolaire, dénoncent également des conditions de travail difficiles, un manque de reconnaissance et des moyens insuffisants pour répondre aux besoins croissants des élèves accompagnés.

Des familles épuisées par les démarches et les ruptures de parcours

Les parents sont souvent contraints d'endosser simultanément les rôles de coordinateur, de secrétaire administratif, de soutien scolaire et parfois même de défenseur juridique.

Les démarches auprès des MDPH sont décrites comme longues, complexes et éprouvantes. Les délais d'obtention des aides ou des notifications sont parfois incompatibles avec les besoins immédiats des enfants et adolescents.

À cette charge administrative s'ajoutent les difficultés liées au manque de places dans les structures spécialisées, à l'absence d'AESH malgré les notifications accordées ou encore aux ruptures de scolarisation.

Pour certaines familles, cette accumulation de difficultés entraîne un véritable épuisement moral, physique et financier.

Une atteinte préoccupante au droit à la scolarisation

L'un des constats les plus alarmants de cette enquête concerne les situations de rupture scolaire.

Certains enfants se retrouvent totalement privés de scolarisation ou ne bénéficient que de quelques heures de cours par semaine. Ces situations résultent souvent d'un manque de moyens humains, d'une absence de place dans les structures adaptées ou encore de troubles anxieux aggravés par des conditions de scolarisation inadaptées.

Aucun enfant ne devrait être privé de son droit fondamental à l'éducation en raison de son handicap ou du manque de ressources disponibles.

Nos demandes

Face à ces constats, nous demandons :

1. Une formation obligatoire et continue sur les TND pour tous les professionnels de l'Éducation nationale

- Formation initiale systématique.
- Formations continues, pratiques et actualisées.
- Sensibilisation de l'ensemble des personnels de l'éducation nationale.

2. Le respect effectif des aménagements scolaires

- Application systématique des PPS, PAP et autres dispositifs.
- Procédures de recours simplifiées pour les familles en cas de non-respect des aménagements.

3. Le renforcement du statut et du nombre des AESH

- Recrutement à hauteur des besoins.
- Amélioration des conditions de travail.
- Formation spécialisée et continue.

4. La simplification des démarches administratives

- Réduction des délais d'instruction des dossiers MDPH.
- Harmonisation des pratiques sur l'ensemble du territoire.
- Création d'interlocuteurs identifiés pour les familles.

5. Une lutte renforcée contre le harcèlement des élèves en situation de handicap

- et Programmes de sensibilisation dans les établissements.
- Formation des équipes éducatives.
- Protocoles de prise en charge plus efficaces.

6. L'adaptation des établissements scolaires

- Création de salles de répit et d'espaces sensoriels.
- Réduction des nuisances sonores et lumineuses.
- Développement d'outils numériques adaptés.

7. La garantie du droit à la scolarisation pour tous

- Aucune rupture de parcours, faute de moyens.
- Augmentation du nombre de places en dispositifs spécialisés.
- Solutions immédiates lorsqu'aucune place n'est disponible.

8. Une meilleure prise en compte de la parole des élèves et des familles

- Participation systématique aux décisions.
- Désignation d'un référent formé dans chaque établissement.
- Renforcement du dialogue entre tous les acteurs.

Conclusion

Les résultats de cette enquête donnent une voix à des milliers d'élèves, de familles et de professionnels qui vivent quotidiennement les limites actuelles de l'inclusion scolaire.

L'inclusion ne peut se résumer à un principe affiché dans les textes. Elle doit se traduire par des moyens humains, matériels et financiers à la hauteur des besoins.

Nous appelons les pouvoirs publics, l'Éducation nationale, les collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs concernés à agir rapidement pour garantir à chaque élève présentant un Trouble du Neurodéveloppement une scolarité respectueuse de ses besoins, de ses droits et de sa dignité.

L'accès à l'éducation n'est pas un privilège. C'est un droit. Et ce droit doit être pleinement garanti pour tous.